

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

Dans le 2^e secteur de Paris
pour un vote de classe
VOTEZ P.C.F.

(Page 7)

LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

N° 79 — 1^{re} QUINZAINE DE MARS 1958

BI-MENSUEL : 40 fr.

Reprise des luttes ouvrières — Agitation fasciste — Décomposition de l'État **Se préparer pour une épreuve de force**

A PRES l'élection partielle dans la circonscription industrielle de Marseille, le 1^{er} tour dans le département à prédominance paysanne de la Nièvre confirme à la fois un déplacement à gauche et une hostilité à la guerre d'Algérie dans les masses. Après le 2 janvier 1956, dont les masses espéraient la paix en Algérie, s'était produit un désarroi dû aux politiques criminelles des dirigeants socialistes et communistes. Aujourd'hui on assiste sur la question algérienne à une reprise de conscience dans les masses, qui peut être le prélude à un renouveau d'activité.

D'autre part, sur le plan du niveau de vie, la vague de grèves de septembre-octobre 1957 fut dissipée par suite également des politiques des différentes centrales syndicales, notamment de la C.G.T. se refusant à utiliser son influence pour organiser une lutte d'ensemble. Mais nous assistons en cette fin de l'hiver à une ranimation des revendications et des luttes économiques. Le signal le plus net en est la grève des cheminots prévue pour le 7 mars.

Ainsi, la preuve apparaît une fois de plus que, si les masses ont des moments de passivité, de défaillance, la responsabilité en incombe aux directions qui cherchent surtout des accords avec des fractions de la bourgeoisie — mais pas le chemin de la lutte contre celle-ci. Et la preuve est également là que les masses d'elles-mêmes ne tardent pas à vouloir suivre une voie plus efficace.

Cette ranimation se produit au moment même où la décomposition

de l'État dépasse tout ce qu'on avait déjà vu. Il y a ces « centurions » des troupes spécialisées, ainsi que les bandes fascistes appuyées par de hautes autorités dans l'État qui veulent en faire à leur tête. Symptomatique aussi est le fait de ces policiers qui démissionnent, de ces troupes dont le colonel Bigeard se plaint qu'on ne les emploie pas au combat, et pour cause.

Or, dans une telle situation, ceux qui mènent le jeu, qui parlent fort, qui imposent le silence à un Parlement veule, c'est précisément cet assemblage hétéroclite de vieilles badernes, de fascistes, de colons, de fiers-à-bras, avec comme porte-parole Lacoste, un aventurier qui joue les grands hommes au Parti socialiste. Il lui faut 30.000 soldats de plus en Algérie, pour un dernier quart d'heure qui apparaît plus lointain que jamais.

Il ne manque pas d'hommes de la bourgeoisie qu'inquiète cette politique de joueurs désespérés. Mais ils n'osent guère affronter la meute. Certains, qu'ils soient pour ou contre la guerre d'Algérie, se tournent vers de Gaulle, le « sauveur » qui se montre très prudent; il comprend bien qu'il ne s'agit plus de l'opération de Londres — c'est-à-dire de servir de carte au capitalisme français du côté des Anglais et des Américains en face de l'impérialisme allemand. Il s'agit de décrocher en Afrique du nord, sans trop perdre de ce côté, tout en évitant des explosions des enrégimés susceptibles de provoquer des réactions de la classe ouvrière. Même avec les complicités des directions ouvrières, même avec un battage

Pierre FRANK.

(Suite en dernière page.)

D EPUIS l'affaire de Sakhiat, le gouvernement Gaillard a du plomb dans l'aile. Incapable de réagir, il laisse à Murphy le soin de trouver une solution au conflit avec la Tunisie, au parlement le souci d'élaborer une nouvelle Constitution et un budget stable. Les moindres actions officielles sont marquées du sceau de la plus noire confusion.

Il serait faux toutefois de n'apercevoir que cet aspect des choses. Le gouvernement français ne siège pas qu'à Paris; il a une importante, une florissante succursale à Alger. Et de ce côté-là, la situation est meilleure. Ni confusion, ni hésitation: sous la conduite de Lacoste, civils et militaires vont de l'avant sur la voie de la « pacification ». En France comme en Algérie, toutes

Le 30 MARS, journée de lutte pour l'indépendance de l'Algérie

les mesures sont prises pour que les échecs politiques et militaires du gouvernement soient palliés par l'instauration définitive de la terreur sur la population musulmane.

La repression la plus abjecte est devenue le symbole de toute la lutte menée par la France réactionnaire pour le maintien de l'Algérie sous tutelle.

La chose n'est pas nouvelle, mais l'étendue des pouvoirs confiés à la police et à l'armée n'a fait que

croître ces derniers temps. Et on en arrive à un moment où la guerre totale contre le peuple algérien se porte sur le territoire de la métropole, avec tous les dangers que cela comporte.

Quelques flics ont été tués par des Nord-Africains. A la suite de cela, les agents de police reçoivent le droit de tirer à vue sur tout Musulman qui leur semblera « suspect ». Pour qui connaît les mœurs habituelles de ces messieurs, cette mesure apparaîtra comme une véritable provocation, une préparation

à la guerre civile. Désormais, le moindre policier aura le droit de tuer tout Algérien. Il se justifiera aisément ensuite en baptisant sa victime de suspect. C'est ce qui s'est passé au commissariat de la rue Notre-Dame-de-Nazareth, où les agents de garde ont transformé leur peur en héroïsme et quelques passants sans défense en un groupe d'agresseurs. Il ne suffit plus à la bourgeoisie française de réduire les travailleurs algériens à la misère, de les isoler par une barrière de racisme; elle veut encore avoir droit de vie ou de mort sur eux.

La police n'est pas la seule à
Jean ROBLIN.

(Suite en dernière page.)